



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SEA INVEST BORDEAUX SAS**

1 rue Richelieu  
33530 Bassens

Références : 26\_UD33\_CRA\_0172  
Code AIOT : 0005200342

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement SEA INVEST BORDEAUX SAS implanté Avenue Richelieu 33530 Bassens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEA INVEST BORDEAUX SAS
- Avenue Richelieu 33530 Bassens

- Code AIOT : 0005200342
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Implantée à Bassens, la société Sea Invest - Terminal d'engrais exerce les activités suivantes :

- stockages d'engrais inertes (urée) ou d'engrais à base de nitrate d'ammonium,
- préparation (mélange, ensachage et conditionnement de produit).

La matière première est réceptionnée par camions ou navires (via une bande transporteuse) et les produits conditionnés en big-bag ou en vrac sont véhiculés par camions pour produire des engrais classés ICPE ou non.

#### Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre de l'action régionale «Produits chimiques» menée par la DREAL Nouvelle-Aquitaine, il a été constaté que l'état des matières stockées n'est pas exhaustif. L'exploitant doit le compléter pour se conformer à l'article 49 de l'arrêté ministériel du 10 octobre 2010, en intégrant toutes les substances et mélanges dangereux ou non dangereux.

En outre, il est demandé à l'exploitant de préciser les dispositions retenues pour assurer le respect des conditions de stockage du produit "AGRHO N50 PROTECT" (température recommandée comprise entre 0°C et 35°C) ou, le cas échéant, de justifier toute évolution de ces conditions au regard d'une version actualisée de la FDS fournie par le fournisseur.

L'exploitant doit aussi s'assurer que les moyens de défense incendie prévus en cas de sinistre impliquant le produit «AGRHO N50 PROTECT», notamment les RIA, délivrent un jet non concentré conformément aux préconisations de la FDS.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté que l'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) en version informatique sur son serveur interne. Un classeur regroupant les FDS classées CLP est mis à disposition des travailleurs au bureau d'accueil chauffeur. L'ensemble des FDS est également accessible aux travailleurs, sur demande, via le réseau interne. Les dates de mise à jour des FDS classées CLP, comprises entre 2017 et 2024, ont été relevées dans le registre de suivi ainsi que sur les FDS vérifiées par sondage. L'exploitant a indiqué que les FDS sont transmises par les fournisseurs.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant s'assure que l'ensemble des fiches de données sécurité (FDS) détenues est à jour et établi conformément aux dispositions du règlement REACH (CE) n°1907/2006 et de ses textes d'application.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b>  L'inspection a examiné plus particulièrement la fiche de données de sécurité (FDS) du produit « AGRHO N50 PROTECT ». L'exploitant a déclaré avoir pris en compte les risques identifiés et a mis en place des mesures adaptées : présence de moyens d'extinction appropriés (extincteur à eau, RIA), mise à disposition d'équipements de protection individuelle (EPI) adaptés pour les opérateurs (casque, masque, lunette, combinaison...), rétentions dimensionnées aux volumes stockés, présence d'un kit anti pollution en cas de déversement accidentel, fiches réflexes ainsi qu'une ventilation naturelle du hangar de stockage. L'exploitant a également indiqué organiser mensuellement une sensibilisation à l'utilisation des FDS, incluant des mises en situation, avec la participation éventuelle du SDIS (dernier exercice avec le SDIS réalisé en octobre 2025). S'agissant des moyens d'extinction, la FDS précise qu'un jet d'eau concentré n'est pas approprié, celui-ci pouvant contribuer à la propagation du feu. Il est rappelé que les robinets d'incendie armés (RIA) peuvent délivrer un jet diffusé ou un jet concentré selon le type de lance dont ils sont équipés. Le type de lance présent sur les équipements du site n'a pas été vérifié lors de l'inspection. Par ailleurs, l'exploitant a déclaré que le produit qui est stocké en grand récipient pour vrac fourni par le client, propriétaire du produit, qui reprend le contenant une fois vide.  Pour finir, la FDS du produit « AGRHO N50 PROTECT » mentionne une température de stockage recommandée comprise entre 0 °C et 35 °C. L'inspection relève que, dans le contexte climatique local, des températures supérieures à 35 °C peuvent être atteintes en période estivale à Bordeaux, y compris sur des périodes prolongées. Cette situation est susceptible de s'accroître dans le contexte du réchauffement climatique, ce qui augmente la probabilité d'un dépassement ponctuel ou prolongé de la plage de température maximale mentionnée dans la FDS au sein du hangar ventilé naturellement.. Il est rappelé que le respect des conditions de stockage figurant dans les FDS constitue un élément de maîtrise des risques et doit pouvoir être justifié.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de transmettre, à l'inspection des installations classées, les éléments justifiant des dispositions retenues pour s'assurer du respect de la plage de température prescrite du produit « AGRHO N50 PROTECT » ou, à défaut, de justifier que les conditions réelles de stockage ne sont pas de nature à compromettre la sécurité des personnes et de l'environnement. Le cas échéant, tout échange avec le fournisseur ainsi que toute précision ou mise à jour de la fiche de données de sécurité (FDS) relative à cette exigence devront être joints. Par ailleurs, l'exploitant s'assure que les RIA concernés sont équipés d'une lance adaptée

permettant d'obtenir un jet non concentré, conformément aux préconisations figurant dans la fiche de données de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite des installations a permis de constater que les produits sont stockés sur des rétentions adaptées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Lors de l'inspection, il a été constaté que les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</b></p> <p>Par ailleurs, il n'a pas été relevé d'association de produits incompatibles dans les zones de stockage du site. Pour information, les engrais à base de nitrates d'ammonium susceptibles de</p>

présenter des risques de décomposition thermique, notamment ceux classés sous la rubrique 4702-4 de la nomenclature des installations classées, sont stockés uniquement dans les cases protégées (n° 11 à 19). Lors de la visite terrain, il a été constaté que les engrais sont effectivement stockés dans des cases dédiées. Avant tout nouveau déversement, chaque case fait l'objet d'un nettoyage préalable. En outre, chaque case est équipée d'une pancarte clairement visible permettant d'identifier la nature de l'engrais entreposé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant dispose, sur son réseau interne, d'un fichier recensant les matières stockées sur le site. Ce registre intègre les différentes catégories de produits, y compris les matières combustibles non dangereuses ou non classées au titre de la nomenclature ICPE. Toutefois, cet inventaire ne comporte pas d'information relative à la quantité des matières présentes.

S'agissant des volumes stockés, l'exploitant utilise, au niveau du groupe, un outil dénommé « gestion portuaire » permettant d'accéder à la volumétrie des matières en temps réel. Néanmoins, cet outil ne couvre pas l'ensemble des produits présents sur le site. En particulier, si les engrais y sont intégrés, d'autres produits tels que les produits phytosanitaires ou certains additifs (exemple : inhibiteur d'uréase de type AGRHO N50 PROTECT mentionné au constat n°2) ne sont pas pris en compte.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de compléter son état des matières stockées afin d'y intégrer l'ensemble des substances et mélanges dangereux présents ou susceptibles d'être présents sur le site, conformément aux dispositions applicables, et notamment à l'article 49 de l'arrêté ministériel du 10 octobre 2010 précité.

Si l'outil « gestion portuaire » ne permet pas d'intégrer l'ensemble des produits concernés, l'exploitant doit mettre en place tout moyen complémentaire (document ou tableau annexe, procédure interne, etc.) permettant de disposer d'un état complet des substances et mélanges dangereux ou non dangereux détenus sur le site.

Il appartient à l'exploitant de s'assurer que cet inventaire est exhaustif, régulièrement mis à jour et conforme aux prescriptions réglementaires en vigueur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois